



082 **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT**
 No **082** /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 DU **25 SEPT** /2026 /2026

EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE CONTROLE TECHNIQUE ET GEOTECHNIQUE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES REGIONALES EN TERRE DU RESEAU PRIORITAIRE NATIONAL, RESEAU SUD, REGION DU CENTRE TRONÇONS : OBALA - SA'A - NTUI (PHASE 1 : SECTION OBALA - CARREFOUR EFOK - ECOLE PUBLIQUE EKOUM - ECOLE PUBLIQUE LEBAMZIP - SA'A) Y COMPRIS CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ART ET D'ASSAINISSEMENT SUR LE TRONÇON NKOMETOU II (ECOLE PUBLIQUE) - CARREFOUR ESSO MINSAN - CSI DE NGAL II - MARCHE NKOMETOU LONG DE 29.50 KM, DANS LES ARRONDISSEMENTS D'OBALA, SA'A, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE PROGRAMME 2026 ET SUIVANTS

FINANCEMENT : Budget du MINTP – Ligne Fonds Routier, Exercices 2026 et 2027

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la campagne d'entretien des routes nationales et régionales pour l'exercice 2026, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint pour le contrôle technique, géotechnique des travaux d'entretien certaines routes régionale en terre du réseau prioritaire national, réseau sud-région du centre tronçons : Obala - Sa'a - Ntui (phase 1 : section Obala - Carrefour Efok - école publique Ekoum - école publique Lebamzip - Sa'a) y compris construction des ouvrages d'art et d'assainissement sur le tronçon Nkometou II (école publique) - carrefour Esso Minsan - Csi de Ngali - marche Nkometou long de 29.50 km, dans les arrondissements d'Obala, Sa'a, département de la Lekie, Region du centre programme 2026 et suivants.

2 Consistance des travaux

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive ;

- ❖ Surveiller l'exécution des travaux ;
- ❖ Assurer le contrôle technique de la mise en œuvre des travaux ;
- ❖ Proposer à la signature du Chef de Service du marché des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- ❖ Vérifier les études d'impact environnemental et social réalisées par l'entreprise, veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- ❖ Veiller à l'établissement des plans de récolement ;
- ❖ Contrôler la qualité, la coordination et la progression des travaux est à la charge du Maître d'œuvre ;
- ❖ Suivre les études d'exécution de l'Entreprise, examiner la conformité au projet, formuler l'avis techniques et les propositions pour validation par le Chef de Service du Marché ;
- ❖ Diriger l'exécution du contrat des travaux ;
- ❖ Suivre et respecter le cahier de charges ;
- ❖ Suivre l'établissement des plans de récolement ;
- ❖ Assurer toutes autres sujétions utiles à la bonne exécution du projet ;
- ❖ Suivre la tenue des ouvrages pendant la période de garantie ;
- ❖ Assister lors des opérations de réception définitive et conduire les diligences de clôture de chantier.

4 8

Les prestations à réaliser dans le cadre du Marché comprennent les quatre (04) missions suivantes :

- Mission 1 : Direction de l'exécution des travaux (DET) ;
- Mission 2 : Ordonnancement, le pilotage et la coordination des chantiers (OPC) ;
- Mission 3 : Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie (AOR) ;
- Mission 4 : Contrôle géotechnique de l'exécution des travaux.

Lesdites prestations sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

3 Tranches/Allotissement

Les prestations sont constituées en un lot unique tel que présenté ci-après :

N°	Région	Tronçons	Longueur Estimée (km)	Délai (Mois)	Budgets Prévisionnels TTC	Type d'intervention
Lot 1	CENTRE	OBALA - SA'A - NTUI (PHASE 1 : SECTION OBALA -CARREFOUR EFOK - ECOLE PUBLIQUE EKOUM - ECOLE PUBLIQUE LEBAMZIP - SA'A) Y COMPRIS CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ART ET D'ASSAINISSEMENT SUR LE TRONÇON NKOMETOU II (ECOLE PUBLIQUE) - CARREFOUR ESSO MINSAN - CSI DE NGAL II - MARCHE NKOMETOU	29.50	16	150 000 000	contrôle technique et géotechnique des travaux

4. Montant prévisionnel

Le montant Prévisionnel des prestations est de **cent cinquante millions (150 000 000) de Francs CFA** Toutes Taxes Comprises.

5 Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est de **seize (16) mois** calendaires y compris l'assistance au Maître d'ouvrage pendant la période de garantie. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à l'égalité des conditions aux bureaux d'étude ou groupement de bureaux d'études de droits camerounais des catégories **A, B et C** à l'issue de la catégorisation des bureaux d'études Techniques du sous-secteur d'activités « Route ». Les BET disposant d'une attestation de catégorisation peuvent s'associer avec un BET non catégorisé à condition que le BET catégorisé soit mandataire.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Ministère des Travaux, Ligne Fond Routier, Exercices 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « **Exclusivement en ligne** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **sept cent cinquante mille (750 000)** accompagnée du récépissé délivré par la caisse des dépôts et Consignations (CDEC).

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.urmp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...). Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire par voie électronique via la plateforme COLEPS disponible à l'adresse <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>. Au plus tard le 22 OCT 2026 à 11 heures précises.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au plus tard le 22 OCT 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

082 "APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
No /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 DU __/__/2026

25 SEPT 2026
ENPROCEDURE D'URGENCE POUR LE CONTROLE TECHNIQUE ET GEOTECHNIQUE DES
TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINES ROUTES REGIONALE EN TERRE DU RESEAU
PRIORITAIRE NATIONAL, RESEAU SUD, REGION DU CENTRE TRONÇONS : OBALA - SA'A
- NTUI (PHASE 1 : SECTION OBALA - CARREFOUR EFOK - ECOLE PUBLIQUE EKOUM -
ECOLE PUBLIQUE LEBAMZIP - SA'A) Y COMPRIS CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ART ET
D'ASSAINISSEMENT SUR LE TRONÇON NKOMETOU II (ECOLE PUBLIQUE) - CARREFOUR
ESSO MINSAN - CSI DE NGAL II - MARCHE NKOMETOU LONG DE 29.50 KM, DANS LES
ARRONDISSEMENTS D'OBALA, SA'A, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE
PROGRAMME 2026 ET SUIVANTS.

FINANCEMENT : Budget du MINTP, - Ligne Fonds Routier, Exercices 2026 et suivant.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ». (Copie de sauvegarde, Récépissé de la CDEC et original de la Caution de soumission)

Taille et format des fichiers :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme e-constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des **fichiers** à transmettre.

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, **en plus de la copie de sauvegarde, le récépissé de la CDEC et l'accusé de réception du dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.**

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des **enveloppes** différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives devant être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu le **22 OCT 2026** à **12 heures** précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures (CIPM-TERI) auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à sa salle de réunion à l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI (Yaoundé).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

A **Dossier administratif incomplet pour :**

- Absence et la non soumission caution de soumission à l'ouverture des plis délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le

Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics;

- Non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- Absence du récépissé de la CDEC

B Offre technique incomplet pour :

- Absence d'un chef de mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO, à savoir :
 - **Formation de base :** Ingénieur du Génie Civil (BAC+3 ou plus).
 - **Expérience générale en BTP :** au moins dix (10) ans.
 - **Expérience spécifique :** avoir été Ingénieur routier ou de terrassements/chaussées dans au moins deux (02) projets d'entretien, de construction ou de réhabilitation des routes ou d'ouvrage d'art.
 - ou avoir occupé le poste de Chef de Mission de contrôle dans au moins un (01) projet des travaux de routes (construction ou réhabilitation) totalement exécutés d'un montant supérieur à cent mille (100 000) F CFA.
- Absence de la note méthodologique ;
- Absence d'une capacité financière d'un montant minimum de **cinquante millions** (50 000 000) de F CFA, Justifiée par une attestation signée par une Banque de premier ordre agréée par le MINFI ;
- Absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un Marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 75/100 ;
- Absence de la charte d'intégrité signée et datée ;
- Absence d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales signée et datée.

C Offre financière

- La soumission signée et timbrée (voir modèle pièce 7.A) ;
- le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises ;
- les sous - détail des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages (voir modèle pièce 9.11) ;
- Omission dans l'Offre financière d'un prix unitaire quantifié.

D Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièce falsifiée ou non authentique ;

E Soumissionner avec la clé COLEPS d'une autre entreprise ;

F Non-respect du format de fichiers des offres en ligne.

15.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur cent (100) selon les critères essentiels suivants la base :

- Qualification des experts affectés à l'opération sur **60 points** ;
- Moyens techniques, logistiques et matériels sur **20 points** ;
- Références du BET sur **20 points** ;

Le score technique minimum requis est de **75/100**

NB : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requise et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant Cent-vingt (120) jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du Ministère des Travaux Publics, au quartier Etoudi, sis au nouveau centre administratif ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (88 00 20 42).

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm au numéro 88 00 2042.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 au MINTP au numéro 88 00 20 42.

Yaoundé, le 25 SEPT 2026



Emmanuel NGANOU D.



082

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 OF 25 SEPT 2026/2026

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL OF MAINTENANCE WORKS ON CERTAIN REGIONAL EARTH ROADS OF THE NATIONAL PRIORITY NETWORK, SOUTHERN NETWORK, CENTRE REGION - SECTIONS: OBALA - SA'A - NTUI (PHASE 1 : OBALA - EFOK JUNCTION - EKOUM GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL - LEBAMZIP GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL - SA'A SECTION), INCLUDING THE CONSTRUCTION OF ENGINEERING AND DRAINAGE STRUCTURES ON THE NKOMETOU II (PRIMARY SCHOOL) - ESSO MINSAN JUNCTION - NGAL II INTEGRATED HEALTH CENTRE - NKOMETOU MARKET SECTION, 29.50 KM KM LONG, IN THE OBALA AND SA'A SUBDIVISIONS, LEKIE DIVISION, CENTRE REGION, 2026 PROGRAMME ET SEQ

FINANCING MINTP Budget - Road Fund Line, 2026 and 2027 Financial Years

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the of national and regional roads maintenance campaign for the financial year 2026, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues a Limited National Call for Tenders for the technical and geotechnical control of maintenance works on certain regional earth roads of the national priority network, Southern Network, Centre Region, sections: Obala - Sa'a - Ntui (phase 1 : Obala - EfoK Junction- Ekoum Government Primary School - Lebamzip Government Primary School - Sa'a section) including the construction of engineering and drainage structures on the Nkometou II (Government Primary School) - Eso Minsan Junction - Ngal II Integrated Health Centre - Nkometou Market section, 29.50 km long, in the Obala and Sa'a subdivisions, Lekie Division, Centre Region, 2026 Programme et seq.

2 Scope of works

- ❖ The services assigned to the Co-contractor shall involve the following tasks, inter alia:
- ❖ Supervising the execution of works;
- ❖ Ensuring the technical control of works execution;
- ❖ Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, for signing by the Contract Manager;
- ❖ Evaluating environmental and social impact assessments conducted by the contractor, providing quality assurance and ensuring the implementation of environmental protection measures;
- ❖ Ensuring the drafting of post-completion drawings.
- ❖ The Project Owner shall be responsible for quality control, coordination and progress of the works;
- ❖ Monitoring the contractor's execution studies, examining the conformity with the project, referring technical opinions and proposals to the Contract Manager for approval;
- ❖ Overseeing the Works Contract Execution;
- ❖ Following and complying with the specifications;
- ❖ Monitoring the establishment of post-completion drawings;
- ❖ Fulfilling any undefined contractual obligations necessary for the proper execution of the project.
- ❖ Monitoring the upkeep of the structures during the warranty period;
- ❖ Assisting in final acceptance operations and conducting the project closeout procedures.

The services to be provided under the contract includes the four (4) following tasks:

- Mission 1: Works Execution Management (WEM);
- Mission 2: Scheduling, Piloting and Coordination of Works Sites (SPC);
- Mission 3: Assistance during acceptance operations and the warranty period (AAO);
- Mission 4: Geotechnical control of works execution.

These services are clearly defined in the Terms of Reference.

Lots / Allotment

The services shall be tendered for in a single (1) lot as indicated below:

No.	Region	Road Sections	Estimated length (Km)	Time frame (Months)	Estimated Budget, inclusive of taxes	Type of Intervention
Lot 1	CENTRE	OBALA - SA'A - NTUI (PHASE 1 : OBALA - EFOK JUNCTION- EKOUM GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL- LEBAMZIP GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL- SA'A SECTION) INCLUDING THE CONSTRUCTION OF ENGINEERING AND DRAINAGE STRUCTURES ON THE NKOMETOU II (STATE SCHOOL) - ESSO MINSAN JUNCTION - NGAL II INTEGRATED HEALTH CENTRE - NKOMETOU MARKET SECTION	29.50	16	150,000,000	Technical and geotechnical control of works

4. Estimated cost

The estimated cost of the services is **one hundred and fifty million (150,000,000) CFA francs** including taxes.

5 Estimated Execution Time Frame

The execution time frame is **sixteen (16) calendar months**, including assistance to the Project Owner during the warranty period. This time frame shall take effect from the date of notification of the Service Order to commence services delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all **categories A, B and C** consulting firms or consortia of the building and public works sector governed by Cameroonian law following the results of grading of contractors in the "Road" sub-sector. Consulting firms with a categorisation certificate may join forces with a non-categorised consulting firm, provided that the categorised consulting firm is the representative.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the Ministry of Public Works, Road Fund Line 2026 and 2027 Financial Years.

8. Bidding Method

Bids shall be submitted as follows: **"exclusively online"**. In other words off-line submission of bids is not applicable for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts. The list of such institutions is available in Document 14 of Tender Documents, whose

The bid bond shall remain valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity. The absence of bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be obtained free of charge during working hours in the Project Owner's offices, at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters Building of the Ministry of Public Works, at Etoudi, upon publication of this call for tenders.

It can also be accessed on-line via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA website (www.arnp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of Tender documents may be obtained in the Project Owner's offices, notably at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at Etoudi, upon publication of this call for tenders and presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred thousand (100,000) CFA francs**.

Upon withdrawal of tender documents, bidders shall be registered by indicating their full address (PC Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.). The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

The soft copies of Tender Documents can also be obtained by free download from the addresses indicated above. However, online or offline tendering is subject to the payment of Tender Document purchase fee.

12. Submission of Tenders

Tenderers must upload their bids on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>, no later than 22 OCT 2026 at **11 a.m.** prompt.

Besides, a back-up copy of the bid saved in a USB drive shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters of the Ministry of Public Works at Etoudi, latest on 22 OCT 2026 at **11: a.m.** It shall bear the following:

No. 082 "LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 OF ___/___/2026

25 SEPT 2026

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL OF
MAINTENANCE WORKS ON CERTAIN REGIONAL EARTH ROADS OF THE NATIONAL
PRIORITY NETWORK, SOUTHERN NETWORK, CENTRE REGION - SECTIONS: OBALA - SA'A
- NTUI (PHASE 1 : OBALA - EFOK JUNCTION - EKOUM GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL -
LEBAMZIP GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL - SA'A SECTION), INCLUDING THE
CONSTRUCTION OF ENGINEERING AND DRAINAGE STRUCTURES ON THE NKOMETOU I
(GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL) - ESSO MINSAN JUNCTION - NGAL II HEALTH CENTRE -
NKOMETOU MARKET SECTION, 29.50 KM LONG, IN THE OBALA AND SA'A SUBDIVISIONS
LEKIE DIVISION, CENTRE REGION, 2026 PROGRAMME ET SEQ.

FINANCING MINTP budget, Road Fund Line, Financial year 2026 et seq.

To be opened only at the bid opening session."

(Backup copy, acknowledgement receipt from CDEC and original of the bid bond)

File Size and Format:

CS

For on-line tendering, the maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

Accepted formats include:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for pictures.

Bidders shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

Note: Bidders must submit their bids within the same timeframe to the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaounde, situated on the 4th floor of Block A of the Ministry of Public Works headquarters building at ETOUDI, in addition to the backup copy, the CDEC receipt and the acknowledgement of receipt of the submission of tenders on the COLEPS platform.

13. Bid Admissibility

Administrative, technical and financial documents must be placed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes.

The Project Owner shall reject tenders for the following reasons:

- envelopes received after the deadline for submission;
- Bids that do not comply with the bidding method.

Any bid deemed incomplete, as per the requirements of Tender Documents shall be rejected. The absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any possible petition. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be missing. A bid bond presented during the bid opening session will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launch date.

14. Opening of Tenders

Bids shall be opened in two steps.

Administrative documents and technical bids shall be opened on 22 OCT 2026 at noon prompt by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Rehabilitation Works (CIPM-TERI) at the Ministry of Public Works, in the meeting room of the headquarters of the Ministry of Public Works, at Etoua (Yaounde).

Only tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, or a competent administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of absence or non-compliance of any document in the administrative file during the bid opening session, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

These include:

An **Incomplete administrative file due to:**

- Failure to provide, at the opening of tenders, a bid bond issued by a first-class financial institution authorised by the

Ministry in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts;

CH

- administrative file during the bid opening session despite the 48-hour extension;
- Absence of the CDEC receipt

B Incomplete technical file due to:

- Absence of a Mission Head meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation. These requirements include:
 - **Basic training:** Civil Engineer (GCE A/L+3 at least).
 - **General experience in the Building and Public Works (BPW) sector:** at least ten (10) years.
 - **Specific experience:** having worked as a Road Engineer or Earthworks/Pavement Engineer on at least two (2) projects involving the maintenance, construction or rehabilitation of roads or engineering structures.
 - or having held the position of Control Mission Head in at least one (1) fully completed road works project (construction or rehabilitation), worth over one hundred thousand (100,000) CFA francs.
- Absence of a compliant methodology note;
- Absence of a minimum financial capacity of **fifty million (50,000,000) CFA francs**, justified by a certificate signed by a first-class bank approved by MINFI;
- Absence of the attestation of site visit formally signed by the tenderer;
- Absence of a formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that they are not on the list of failing companies drawn by the Ministry of Public contracts;
- Failure to obtain a technical score of at least 75/100;
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the dated and signed commitment to respect social and environmental clauses.

C Financial offer

- The signed and stamped bid (see sample document 7.A);
- The Unit Price schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts exclusive of VAT and inclusive of taxes;
- The sub-detail of quantified unit prices initialled on all pages (see Document 9.11 model).
- Omission of a quantified unit price in the financial offer.

D False declaration, fraud, forged or non-authentic documents;

E Bidding with another company's Coleps key;

F Failure to comply with the file format for online bids.

15.2. Essential Criteria

Technical offers shall be evaluated on one hundred (100) according to the following essential criteria:

- Qualification of experts assigned to the operation on **60 points**;
- Technical, logistical and material resources on **20 points**;
- References of the technical consulting firm on **20 points**;

The minimum technical score shall be **75/100**.

Note: Any State employee listed among the staff, who failed to submit all supportive documents to justify their availability shall not be accepted.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required technical and financial qualification criteria.

17. Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial date of tender submission.

8 K

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 4th floor of the headquarters building of the said Ministry, at Etoudi, at the neighbourhood or on the COLEPS platform online at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means communication indicated by the Project Owner (88 00 20 42).

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@ninmap.cm and also call 88 00 20 42.

20. Fight against Corruption and Malpractice

To report any corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Ministry of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or to MINTP on 88 00 20 42.

Yaounde, 25 SEPT 2026



Emmanuel NGANOU D.